

PFUE. L'Europe, cet être si complexe. Quand le militaire français préfère l'OTAN

[Nicolas Gros-Verheyde](#)

(B2) À l'arrivée de la présidence française de l'Union européenne, la structure militaire française se (re)découvre une passion pour le drapeau bleu à étoiles. Sans un grand enthousiasme

Le lent effacement de la pensée européenne chez les militaires français

Depuis l'ouverture de ce blog, nous avons pu le constater : peu à peu, l'esprit européen qui était présent chez plusieurs hauts gradés (parfois avec critique) s'est effrité au fil du temps. Il a laissé le temps à une certaine indifférence, voire mépris à peine voilé

Plusieurs effets cumulatifs

Entre l'effet de souffle de la fin de présidence française de 2008 (sous Nicolas Sarkozy) particulièrement intense, le départ de toute une génération qui a vécu les premières opérations européennes, la réintégration quasi-simultanée de l'OTAN qui a façonné une autre génération d'officiers, et les opérations françaises au Sahel... il y a une série de raisons qui expliquent cette très faible passion pour la 'chose' européenne. C'est peu dire. Et en plus, elles signifient aussi une faible connaissance du monde européen. Les exceptions se comptent sur les doigts de la main. Même à l'IHEDN (cf. encadré) comme l'IRSEM — les deux centres névralgiques de la pensée militaire française — le tropisme européen a été un peu laissé de côté. Et la recherche recentrée sur d'autres terrains considérés comme plus stratégiques (le Grand Nord, l'Indo-Pacifique, la Russie, etc.).

Un certain mépris

Certes les mots sont là. Présidence française de l'Union européenne oblige et ordre du patron. Europe, Europe, Europe... Mais dès qu'on creuse un peu, surgit un mépris à peine avéré contre « *cette machine bureaucratique* », contre « *ces Allemands incapables qui obéissent à leur parlement* », et tous « *les autres incapables de bouger le petit doigt sans l'aide des Américains... ou de la France* », contre « *cette Cour de justice qui affirme sa primauté dans la législation française* » (lire : [temps de travail, halte au feu](#)). Suit bien souvent une déclaration énamourée sur les Britanniques, « *les seuls capables* ». Tout n'est pas totalement faux. Mais le propos est par trop caricatural.

L'enthousiasme très mesuré pour la PSDC

Le gouvernement français ne mise plus vraiment sur les opérations de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Il n'y participe que du bout des lèvres. Quelques heures de vol d'avion et un navire de temps à autre dans l'opération EUNAVFOR Iriini en Méditerranée. Une participation à minima dans la mission de formation EUTM Mozambique, etc. Paris préfère en fait les coalitions *ad hoc*.

La préférence pour les coalitions *ad hoc*

La task-force Takuba, regroupant des forces spéciales européennes au Mali, complément (ou voie de sortie) à l'opération Barkhane, en est le modèle. Mais ce n'est pas un exemple isolé. Le lancement de l'opération Emasoh (Agenor dans le langage français) de surveillance maritime dans le détroit d'Ormuz se fait également en coalition. Idem pour la présence dans le Golfe de Guinée, contre la piraterie maritime. Avec un bémol : un concept a été bâti de présences maritimes coordonnées, donnant une touche européenne à la coalition. Ce concept pourrait être étendu en 2022 (sous la présidence française de l'UE) à l'Océan indien ou l'Indo-Pacifique. Et il soutient une réflexion au sein de l'Union européenne sur la mise en œuvre de ce qu'on appelle l'article 44 du Traité (lire : [Comment mener une action en coalition sous l'égide de l'Union européenne. La réflexion reprend sur l'article 44](#))

Une singulière méconnaissance

Sauf exception, ce lent éloignement de l'Europe entraîne des connaissances assez concrètes.

Une ignorance de la mécanique communautaire

L'évolution des institutions même est souvent sous-estimée. Le fonds défense et la facilité européenne pour la paix traduisent une certaine irruption de la machine communautaire classique dans la défense. La jurisprudence constante de la Cour (fidèle à ses habitudes) étend sa zone d'interprétation sur tous les pans communautaires (cf. sa jurisprudence sur la discipline dans les missions civiles de la PSDC). La doctrine de politique étrangère européenne qui s'affirme, malgré les difficultés et lentement. Tout cela est moins connu qu'il y a quinze ans. Un paradoxe au moment où le communautaire déboule dans la défense.

L'évolution dans les États européens

Le lent effacement du tropisme interventionniste dans plusieurs pays — de la Belgique à la Pologne, en passant par le Royaume-Uni ou l'Allemagne — est réel. La réflexion sur les échecs des opérations passées (Iraq, Afghanistan, Libye...) est passée par là et a engendré une certaine méfiance ou prudence vis-à-vis de la tentation expéditionnaire française. La fragilité aussi de certaines coalitions et gouvernants au pouvoir est réelle (Merkel en Allemagne ou Orban en Hongrie constituant plutôt des exceptions). Difficile à saisir pour une France qui est le seul pays à avoir une verticale du pouvoir aussi affirmée — du président aux députés, en passant par le gouvernement et les départements.

Des nouveautés au niveau de la sécurité

La transformation de l'agence Frontex, en corps européen de garde-frontières et garde-côtes, avec un budget notable, le recrutement de plusieurs milliers de policiers et garde-frontières, fonctionnaires ou agents européens, armés, et dotés d'équipement, est souvent ignorée (sauf les plus proches de cette agence, les gendarmes notamment). À tort. On n'est pas dans la théorie. Mais dans la pratique. Cette agence connaît certes plusieurs défauts (de jeunesse, dirait-on). Mais c'est un outil important de la construction de l'Europe de la sécurité. Et un modèle pour la future défense européenne.

Commentaire : Un réveil nécessaire

Bref... il serait temps de se réveiller, de réfléchir et doter l'armée française d'une réelle connaissance de ses collègues européens (atouts comme défauts). L'erreur serait de se croire infaillibles et invincibles, les meilleurs du monde (après les Américains). Et de suivre ainsi le chemin de l'armée britannique qui, éreintée par vingt années d'opérations extérieures intensives, a perdu en puissance et capacités et s'est détachée de sa propre population (et de son gouvernement) devenus beaucoup moins enthousiastes sur l'emploi de la force à l'étranger. L'Europe doit beaucoup à la France. Mais la France n'est pas grand chose sans l'Europe...

(Nicolas Gros-Verheyde)